

Consultation publique - Arcep**Décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données
environnementales****Contribution de Huawei Technologies France**

Le 28 juillet 2022, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (l'« **ARCEP** ») a lancé une consultation publique sur le projet de décision de l'ARCEP concernant la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales (le « **Document** »). Cette décision de l'ARCEP a pour objet d'élargir sa collecte de données environnementales – déjà mise en place depuis 2020 auprès des opérateurs de communications électroniques – à d'autres acteurs du secteur du numérique, et notamment les fabricants d'équipements terminaux dont Huawei Technologies France (« **Huawei** ») fait partie.

Le Document appelle les remarques suivantes de la part de Huawei, qui ne portent que sur les parties 2.1, 2.4, 2.5 et 2.6 dudit Document.

Observations relatives aux données environnementales que l'ARCEP envisage de collecter auprès des fabricants de terminaux (questions 3 à 5) :

L'annexe A du Document liste l'ensemble des données que l'ARCEP envisage d'obtenir de la part des fabricants de terminaux sur une base annuelle. Huawei tient à formuler les remarques suivantes concernant chacune des 8 catégories au sein desquelles ces données appartiennent :

1. **Sur les émissions de gaz à effet de serre des entreprises dues à la fabrication et la vente de terminaux susmentionnés à destination du marché français :**

Huawei propose à l'ARCEP de préciser quelle méthode il conviendrait précisément d'utiliser pour déterminer les émissions de gaz à effet de serre émis par les fabricants de terminaux dans le cadre la vente des équipements numériques en France, et

notamment en se basant sur des standards internationaux de type ISO, afin que tous les fabricants calculent ces données de la même façon.

2. Sur le volume de terres rares et métaux précieux utilisés pour la fabrication des terminaux vendus sur le marché français :

Huawei appelle l'attention de l'ARCEP sur la pertinence de la collecte de ce type de données dans la mesure où elle fait doublon avec l'obligation de communication déjà instaurée par la Loi AGECE, qui prévoit l'élaboration de fiches produit des qualités et caractéristiques environnementales devant être accessibles par les consommateurs au moment de l'achat.

3. Sur les volumes de ventes de terminaux neufs par taille des écrans et technologie, le cas échéant :

Huawei appelle l'attention de l'ARCEP sur la pertinence de procéder à une segmentation des chiffres de vente selon les tailles d'écran et technologies de (selon l'équipement concerné : connectivité réseau, type d'écran LCD/OLED) telle que proposée par l'ARCEP, dans la mesure l'obtention de ces données de ventes segmentées ne permettra pas d'établir un quelconque lien direct avec les impacts environnementaux engendrés par la fabrication, la distribution et l'usage des terminaux mobiles. La collecte de ces données segmentées ne paraît donc en aucun cas nécessaire aux objectifs poursuivis par la décision objet du présent Document.

La même remarque vaut également en ce qui concernerait une collecte portant sur une segmentation des ventes de terminaux selon leur capacité de stockage (Question 4).

4. Sur le nombre de terminaux utilisés sur le marché français et la durée totale d'utilisation des modèles de terminaux :

Huawei souhaite indiquer à l'ARCEP que les fabricants de terminaux ne seraient pas en mesure de communiquer des données précises à ce sujet. En effet, une fois qu'un appareil a été vendu, il circule ensuite librement sur le marché et le fabricant n'a pas les moyens de savoir précisément combien de terminaux sont utilisés à un instant T ni combien de temps ces terminaux sont utilisés en moyenne.

Pour obtenir ces données, l'ARCEP devrait avoir recours à des instituts de sondages afin d'effectuer des études de marché auprès des consommateurs français.

5. Sur la puissance électrique des terminaux en veille et en fonctionnement le cas échéant :

Huawei note que la collecte de ces données ne porterait que sur les téléviseurs et les écrans d'ordinateurs.

Il conviendrait de préciser davantage ce qui est visé par cette collecte de données, notamment car il peut exister plusieurs façons de calculer la consommation énergétique d'un appareil, et car la notion « *en fonctionnement* » peut viser plusieurs usages qui ne consomment pas la même énergie électrique (ex : consultation d'une vidéo en local avec une faible luminosité vs. navigation web en Wifi avec la luminosité au maximum sur un écran connecté).

6. Sur le nombre de téléphones mobiles collectés en France pour reconditionnement :

Recueillir ces données auprès des fabricants de terminaux électronique ne semble pas pertinent à Huawei dans la mesure où les données obtenues seraient incomplètes dans la mesure où ne seraient pas comptabilisées les données provenant des distributeurs d'appareils, ou des enseignes spécialisées dans la collecte d'appareils usagés en vue de leur reconditionnement/revente. Les données obtenues ne seraient donc aucunement représentatives du marché français.

Il serait ainsi préférable de demander ces données auprès des éco-organismes, auprès desquels tous les acteurs du secteur ont déjà recours, car ils ont déjà des informations plus précises et plus complètes à ce sujet.

7. Sur le nombre de téléphones mobiles collectés en France pour recyclage :

Même remarque que celle précédemment formulée au point 6.

8. Sur le nombre de téléphones mobiles vendus reconditionnés :

Même remarque que celle précédemment formulée au point 6.

Observations relatives au calendrier de la collecte données environnementales (Question 17) :

Le Document de l'ARCEP prévoit que les données seront collectées chaque année « *au plus tard trois mois après la fin d'année* », sauf pour les données portant sur l'année 2021 qui devront être communiquées au plus tard le 15 janvier 2023. Etablir une date butoir aussi proche irait selon nous à l'encontre du principe de prévisibilité de la réglementation. En effet, d'ici à ce que la décision de l'ARCEP sur la collecte de données environnementale soit définitive (fin d'année 2022), cela ne laisserait que très peu de temps aux fabricants de terminaux pour mettre en place les processus internes nécessaires à la collecte des données relatives à l'année 2021. Il nous paraît donc indispensable repousser cette date limite en laissant au moins 6 mois à compter de la publication de la version finale et définitive par l'ARCEP de sa décision.

Par ailleurs, dans la mesure où certaines données nécessiteront un temps d'adaptation et de préparation interne conséquent pour les fabricants de terminaux afin de procéder à la collecte et au traitement desdites données, il serait d'autant plus préférable d'accorder aux fabricants de terminaux une « période franche » d'une année à compter de la publication de la version finale et définitive par l'ARCEP de sa décision, durant laquelle un manquement à l'obligation de communication des données demandées par l'ARCEP ne pourrait faire l'objet que d'un avertissement au titre de la réglementation (comme cela est régulièrement le cas dans le cadre de mise en œuvre d'autres réglementations).

Enfin, il serait également pertinent de faire coordonner cette collecte de l'ARCEP avec les calendriers de publication des données environnementales issues des différentes obligations de *reporting* déjà adoptés par la majorité des entreprises concernées (notamment la publication de rapports RSE à la mi-juillet chaque année).

Observations relatives à la sécurité dans la transmission des données (Question 17)

Pour la majorité des données que l'ARCEP envisage de collecter dans son projet de décision, ces informations sont d'une importance stratégique pour les fabricants de terminaux. Il serait nécessaire que l'ARCEP mette en place à ce titre une plateforme totalement sécurisée où pourront être téléchargées les données, dans la mesure où la sécurité dans la transmission de ces données devra être garantie par l'ARCEP.

Observations relatives à l'utilisation et la diffusion des données (Question 6) :

Le Document indique que « *les données pourront être utilisées, dans le respect du secret des affaires, pour toute action d'information sur l'empreinte environnementale, notamment à destination du public* ».

Il nous semble primordial que l'ARCEP précise davantage ce qu'elle entend par ces « autres actions ». Il serait notamment utile de préciser que les données utilisées à des fins d'information du public ne pourront être utilisées que sous une forme agrégée et non individualisée.

Enfin, le Document prévoit que les données feront l'objet d'un « *retraitement et d'une diffusion contrôlée au sein de l'Autorité* ». Là encore, il nous semble important que l'ARCEP apporte des précisions sur la nature du retraitement et le périmètre de cette diffusion contrôlée.